

Unité nationale

ments qui ont fait tant de mal dans des pays comme l'Irlande du Nord, Chypre et le Liban. Dans ce long débat, les voix stridentes qui s'élèvent pour défendre le Canada ou le Canada anglais feraient bien de se souvenir des règles de la politesse.

A ce propos, il est regrettable que nous ayons entendu le chef de l'opposition (M. Clark), qui aspire à devenir premier ministre du Canada, déclarer il y a quelques mois qu'il n'excluait pas totalement l'usage de la force pour obliger le Québec à demeurer au sein de la confédération. A mon avis, tous les Canadiens un tant soit peu intelligents s'opposent absolument à ce qu'il soit question de l'usage éventuel de la force, que ce soit dans l'esprit ou dans les propos de tous les députés et, à plus fortes raisons, des députés qui aspirent à devenir premier ministre.

A mon avis, le premier ministre (M. Trudeau), qui, dans les années 60, fait de réels et sincères efforts pour relier les deux solitudes du Canada, pour utiliser l'expression heureuse de l'écrivain du Cap-Breton, Hugh MacLennan, qui a d'ailleurs donné ce titre à son roman, s'est montré trop inflexible au cours des dernières années face aux problèmes constitutionnel que posait le Québec, à cause de sa situation unique dans la confédération. Il a eu parfois tendance à heurter les Québécois en interprétant de manière trop stricte l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. En même temps, avec sa politique de bilinguisme, son gouvernement même s'il était plein de bonnes intentions s'est mis à dos de nombreux anglophones, en imposant la politique de bilinguisme dans des régions où la population était en grande majorité anglophone et en refusant d'écouter, du moins jusqu'à une époque récente, les critiques constructives concernant les changements radicaux qu'il faudrait apporter à cette politique dans l'intérêt du Canada. Je dois l'admettre, certaines des critiques que je lui fais à ce sujet sont rétrospectives.

Le premier ministre semble prêt à parier que le type de fédéralisme qu'il préconise depuis toujours peut l'emporter sur l'idée d'indépendance de M. Lévesque au seul plan intellectuel, mais comme je l'ai dit implicitement, la lutte pourrait être plus émotive qu'intellectuelle et à cet égard, le Parti québécois pourrait bien avoir le haut du pavé. Je pense qu'il importe de dire que l'indépendance préconisée par le Parti québécois et la forme actuelle de fédéralisme ne répondent peut-être pas aux besoins du Québec.

A la Chambre des communes, on a souvent répété après la victoire chéquiste au Québec que 41 p. 100 des Québécois seulement avait voté pour le Parti québécois. On suppose que seule la moitié de ses partisans voulait réellement le séparatisme. Ce qu'on oublie de dire dans pareil cas, c'est qu'aucun des partis en lice, y compris les libéraux provinciaux, n'était en faveur du fédéralisme implacable traditionnellement véhiculé par le premier ministre.

Que le premier ministre ou les Canadiens de langue anglaise l'acceptent ou non, il reste que les dirigeants politiques du Québec n'épousent plus la thèse fédéraliste voulant que le Québec soit une province comme les autres. Bien qu'à mon sens le rapatriement ou même toute la question de l'avenir de la constitution ne devrait pas avoir l'absolue priorité dans l'arène nationale en ce moment, je crois qu'il faudrait plutôt procurer des emplois convenables au million et plus de Canadiens en chômage et se débarrasser de la Commission anti-inflation en employant un mécanisme approprié de décontrôle. Toutefois, nous devons peut-être, au moment où M. Lévesque

[M. Hogan.]

tiendra son référendum, offrir certaines solutions constitutionnelles à la place de la solution radicale du séparatisme ou la forme actuelle de fédéralisme.

● (2150)

Quant à l'aspect économique du regain du séparatisme au Québec, il faut imputer au gouvernement actuel environ 10 p. 100 du chômage qui sévit dans cette province. Au moins 40 p. 100 des jeunes Québécois âgés de 16 à 22 ans souffrent des effets du chômage attribuables en grande partie à l'échec de la politique économique du gouvernement actuel. Celui-ci a certes réussi à mal gérer notre économie nationale et les citoyens de la région de l'Atlantique comme nos concitoyens du Québec ressentent les répercussions de ces échecs, comme l'atteste notre chômage extraordinairement élevé. Il n'est pas étonnant qu'une élite professionnelle séparatiste à l'université de Montréal et dans d'autres universités du Québec ainsi que les enseignants du niveau secondaire aient appris à se faire écouter des jeunes étudiants québécois quand ils prônent leurs idées séparatistes.

Le premier ministre, qui nous a parlé aujourd'hui d'unité nationale à la Chambre m'a paru beaucoup plus adouci et plus humble qu'il ne l'était l'an dernier lorsqu'il nous a déclaré avec arrogance que le séparatisme était mort dans sa province natale, le Québec. En tant que chef de notre parti, le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) nous a dit plus tôt aujourd'hui, que nous autres, les néo-démocrates pouvons offrir aux Canadiens une option positive. Ceci signifie un gouvernement fédéral engagé dans des programmes nationaux destinés à la réalisation de l'égalité culturelle et économique et de l'indépendance politique et économique du Canada.

Le Nouveau parti démocratique insiste sur sa détermination de défendre et de promouvoir la position de nos langues officielles et notre multiculturalisme.

Le Nouveau parti démocratique exhorte tous les Canadiens à partager cette vision d'un Canada indépendant et plus juste et à se joindre à nous pour établir les priorités nécessaires pour surmonter la crise actuelle.

En conséquence, pour ce qui est de la question de l'unité nationale, notre parti a résolu: premièrement, que bien que le NPD croit que les Québécois aient le droit de faire leur choix sans contrainte, nous appuyons fortement un Canada fédératif et nous sommes persuadés que la majorité des Québécois décideront de demeurer à l'intérieur du Canada.

Deuxièmement, le NPD reconnaît qu'il est nécessaire d'apporter certains changements à la constitution, mais soutient que ces seuls changements ne résoudront pas le problème de l'unité nationale. Nous trouvons essentiel que le gouvernement fédéral conserve suffisamment de pouvoirs pour appliquer des politiques efficaces en matière d'économie nationale et susceptibles de bâtir un Canada meilleur et plus libre. A titre de député de la région de l'Atlantique, j'appuie très énergiquement ce principe que défend notre parti.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais le député de Lanark-Renfrew-Carleton (M. Dick) demande la parole pour un rappel au Règlement.

M. Dick: Je regrette, monsieur l'Orateur, d'avoir à faire un rappel au Règlement, mais il s'agit ici d'un très important débat auquel nous prenons tous part, un débat auquel tout député à la Chambre devrait être en mesure de participer avec